



Faire entendre la « voix des affaires » dans le cadre de la réforme réglementaire

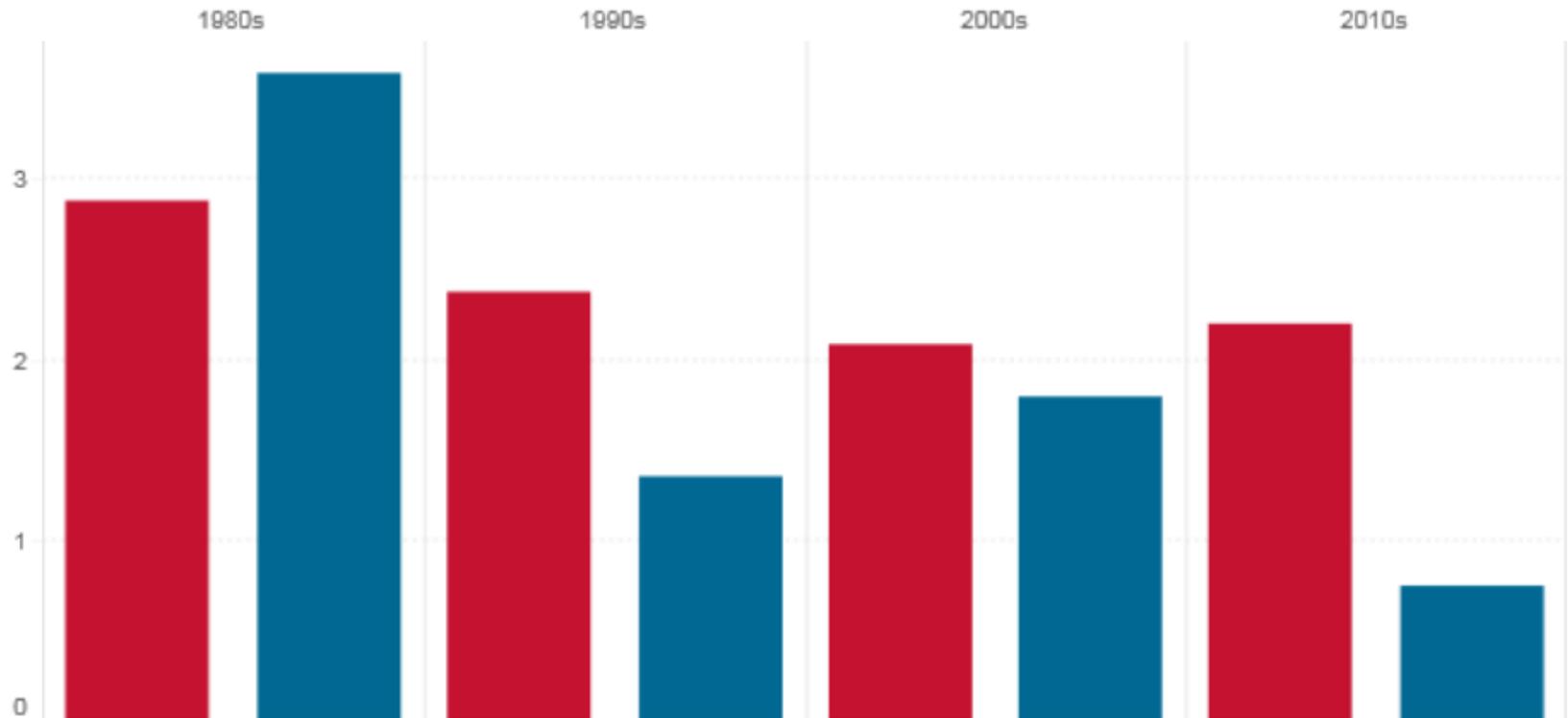
Novembre 2018

Nos débuts

Conditions économiques changeantes dans la province
(croissance réelle du PIB, en pourcentage)

(Multiple values) ▼

■ Can... ■ N.S.



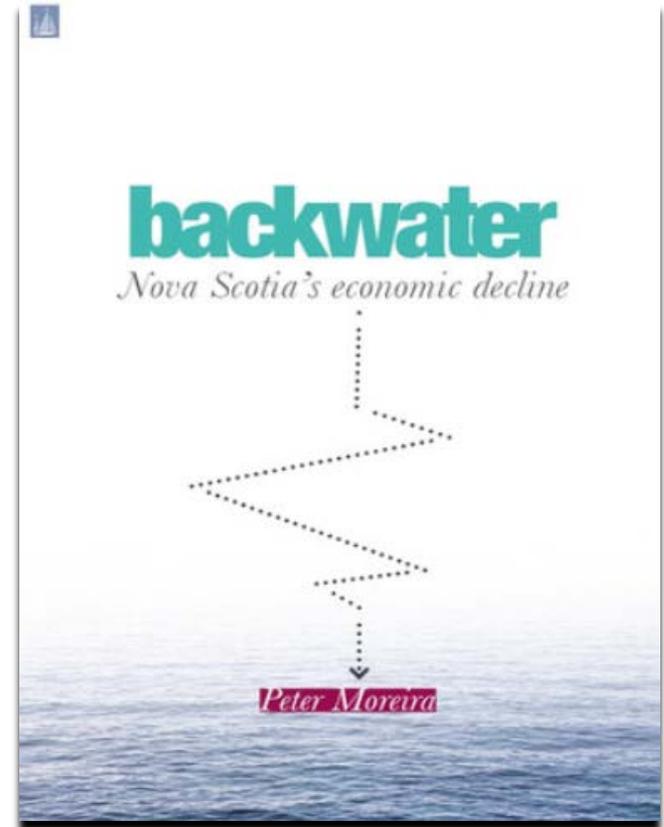
Sources: The Conference Board of Canada; Statistics Canada.

Comment les provinces maritimes sont devenues la « région qui rétrécit » du Canada

Canada 150 : Un « âge d'or » perdu et le déclin de l'affluence sur la côte Est

Le déclin économique du Cap-Breton ouvre un débat sur l'avenir économique de l'île

Selon un rapport, il faut agir vite pour contrer le déclin de l'économie et de la population en Nouvelle-Écosse



Charting a Path for Growth



Nova Scotia Tax and Regulatory Review

November 2014

Laurel C. Broten

Lead, Nova Scotia Tax and Regulatory Review



- **Les règles inutiles, coûteuses, complexes et redondantes restreignent la croissance des entreprises.**
- **Un contexte réglementaire robuste et efficace peut accroître la productivité dans le secteur public et le secteur privé, et soutenir la croissance économique.**
- **Un contexte réglementaire plus uniforme (dans la région et dans l'ensemble du pays) peut permettre aux entreprises d'accéder plus aisément à de nouveaux marchés.**

Plus ça change, plus c'est pareil.

Bureau

**Réduire les obstacles à
la conduite des affaires**

Mesure

Service

Intergouvernemental

Comment nous avons commencé

- Le sous-ministre (dirigeant principal de la réglementation) a eu des échanges informels avec le milieu des affaires (associations, dirigeants, propriétaires).
- Examen par juridiction + recherche de composantes de programmes de réforme réglementaire durables et pertinents
- Sondage de plus de 400 entreprises de la N.-É.
- Tenue d'ateliers et de groupes de discussion

« Démarrer une nouvelle entreprise est un processus terrifiant. »

« Personne n'est responsable. »

« L'information était vague. »

« Il n'y a pas d'excellence du service. »

« J'ai appelé, et tout le monde se renvoyait la balle. »

« Ils ne m'ont pas répondu à temps. »

« Ils se fichent de mon entreprise. »

« S'ils ont tort, tant pis. »

« Personnellement, je crois que les inspecteurs devraient être là pour aider. »

« On m'a fourni des renseignements erronés. »

« Les sites Web sont si complexes... »

« J'ai rappelé la deuxième fois et on m'a donné une réponse complètement différente. »

« Il est difficile d'entrer en contact avec un inspecteur. »

Observations

- Les débouchés économiques de la réforme ou l'uniformisation de la réglementation sont plus importants que nous l'avions compris au départ.
- Les entreprises et les gouvernements croient fermement qu'un contexte réglementaire robuste est synonyme de bon fonctionnement de l'économie.
- Les relations entre les entreprises et les gouvernements sont habituellement transactionnelles et compartimentées.
- Au gouvernement, la relation avec l'entreprise « n'appartient » à personne; le manque de compréhension et de coordination contribue à alourdir le fardeau.

L'observation

La **durabilité** de la réforme et de la modernisation de la réglementation **nécessite** la participation et le plein engagement du milieu des affaires.

De l'observation à l'intervention

Travaux fondateurs

- La Charte de principes présente la consultation des intervenants comme un élément essentiel.
- La loi est assortie de dispositions de révision et d'extinction pour donner suite à la rétroaction du milieu des affaires.
- Élaboration d'un ensemble de principes des intervenants *avec* les intervenants.

Travaux intergouvernementaux

- Collaboration avec le milieu des affaires pour déterminer les secteurs prioritaires en matière d'uniformisation à l'échelle régionale
- Le projet pilote avec la municipalité régionale de Halifax s'est doté d'un Comité consultatif des entreprises, présidé par un dirigeant d'entreprise.

De l'observation à l'intervention

Mesure

- Les entreprises participent à l'élaboration d'un modèle de prévision des coûts et de projets pilotes.
- Les estimations des coûts/économies tiennent compte de la rétroaction.
- Des secteurs de réduction du fardeau ont été définis en vue d'atteindre la cible de 25 millions de \$ (net).

Service

- Service de navigation pour les entreprises (le premier au Canada) élaboré à la suite de la rétroaction
- Présenté comme projet pilote; les clients ont été interrogés; les résultats ont permis d'établir si le programme doit être élargi

De l'observation à l'intervention

Communications

- Logiciel de gestion des intervenants utilisé pour gérer les relations
- L'avis des entreprises a été demandé dans tous les aspects des communications – site Web, rapport annuel, etc.
- Les entreprises sont interrogées quant à l'efficacité de nos communications; les commentaires sont pris en compte.
- Le rôle du milieu des affaires dans la communication de nos travaux est abordé dans la plupart des interactions (ateliers, sondages, etc.).
- On demande de manière proactive aux entreprises de partager nos travaux avec leurs réseaux.

« Le Bureau a travaillé en collaboration avec notre Chambre de commerce pour s'assurer que notre gouvernement fait preuve de discipline dans l'établissement d'un meilleur contexte économique grâce à la modernisation et à l'uniformisation de la réglementation. Au cours de l'année dernière, cela a produit des résultats fort positifs pour nos propriétaires d'entreprises qui effectuent des transactions transfrontalières dans la région atlantique. » **Adrian White, PDG de la Chambre de commerce de Sydney et région**

« Le Bureau aide l'industrie de la restauration de deux manières : il simplifie la réglementation pour permettre aux restaurants de mieux gérer leurs activités et de mieux servir leurs clients, et il aide les jeunes entreprises à se retrouver dans les dédales de l'exploitation d'une nouvelle entreprise. » **LUC ERJAVEC, VICE-PRÉSIDENT, Atlantic Restaurants Canada**

« En 2015, on m'a demandé de collaborer avec le Bureau. J'étais sceptique au départ, puis je suis devenu très emballé de collaborer avec ce groupe. En peu de temps, on est arrivé à des résultats incroyables. En tant que propriétaire d'entreprise, c'est sans conteste la directive que l'industrie attendait. » **ANDY MACGREGOR, PRÉSIDENT ET DIRECTEUR GÉNÉRAL, MacGregor's Industrial Group**

« Business Navigators est la preuve que la province est sérieuse lorsqu'elle se dit prête à faire des affaires. Leur expertise et leur engagement à aider les entreprises à réussir distingue la Nouvelle-Écosse de ses concurrents. » **JUANITA SPENCER, DIRECTRICE ADMINISTRATIVE, Spring Garden and Area Business Association**

« Le Bureau a permis de créer un climat idéal grâce à un mélange inspiré de leadership, d'innovation et de transparence, soutenu par un désir de résultats mesurables et une approche fondée sur le bon sens. Les Canadiens de l'Atlantique en récoltent les fruits. » **JACK KYTE, directeur administratif, Chambre de commerce du comté de Pictou**

« Le but de la FCEI est de réduire les formalités administratives pour les petites et moyennes entreprises. Nous sommes donc encouragés par l'orientation systématique du [Bureau] vers la réduction des coûts pour les entreprises et l'établissement de cibles atteignables. » **JORDI MORGAN, VICE-PRÉSIDENT POUR L'ATLANTIQUE, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI)**



Le [Bureau] est un des groupes que j'ai rencontrés pour m'aider à mettre ces pneus sur la route dans la région. Ils ont montré beaucoup d'intérêt et d'empressement à collaborer avec nous.

Défis

- Les connaissances en affaires et la compréhension des affaires varient énormément d'un gouvernement à l'autre; certains n'y voient aucun intérêt.
- Le sentiment d'aisance à l'égard des relations continues avec les entreprises varie, y compris sur le plan des discussions franches.
- Les organismes de réglementation sont préoccupés par le maintien de relations « trop étroites » avec les entreprises.
- Il n'y a pas de compréhension cohérente de ce qu'est une consultation exhaustive ou du concept d'excès de consultation.
- Il faut un équilibre entre inclure de la voix des affaires dans le cadre gouvernemental et éviter de prendre un rôle de militant.
- Les connaissances en affaires et la compréhension des affaires varient d'un gouvernement à l'autre; souvent, ce qui semble être une solution simple est tout sauf cela.